

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 25/12/4.1

SEANCE DU 1^{er} DECEMBRE 2025
L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 1^{ER} DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTES	ABSENT
33	26	7	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO.

REPRESENTES :

Nicole BERNARDINI représentée par M. le Maire
Didier MARTINA-FIESCHI représenté par Christine DEL NERO
Valérie MASSENET représentée par Michel THUILIER
Stanislas ROQUEBERT représenté par Dominique RIGHI
Ombeline LOMPRES représentée par Laetitia QUILICI
Benoît ADET représenté par Michel OLLAGNIER
Catherine MAGADDINO représentée par Delphine GROSSO

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

VOTE :

UNANIMITE : OUI

POUR :

CONTRE :

ABSTENTION(S) :

BLANC(S) et NUL(S) :

OBJET : Adhésion à la convention de partenariat pour le déploiement du dispositif ACCEO entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune d'Ollioules

Madame Laetitia QUILICI adjointe au Maire, informe l'assemblée, qu'en application de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, le décret n°2017-875 du 9 mai 2017 relatif à l'accès des personnes handicapées aux services téléphoniques prévoit que les communes et leurs groupements rendent accessibles aux personnes sourdes et malentendantes leurs accueils physiques et téléphoniques.



Ces dispositions, rendues obligatoires pour les communes de plus de 10 000 habitants et leurs groupements à compter du 7 octobre 2020, s'appliquent désormais à l'ensemble des collectivités territoriales, sans critère de population.

Dans ce cadre la Métropole TPM propose une convention de mutualisation déjà expérimentée, le choix s'était alors porté sur la solution technique ACCEO.

Le dispositif ACCEO, édité par la Société Delta Process, permet aux personnes sourdes, malentendantes, aphasiques ou non francophones de disposer via une application gratuite téléchargeable sur un smartphone ou un ordinateur, d'un accès direct à des services de transcription instantanée ou immédiate de la parole, d'interprétation en langage des signes (LSF) ou de visio-codage en Langue française Parlée complétée (LPC).

Grâce à l'intermédiaire de traducteurs ou interprètes spécialisés, les personnes sourdes ou malentendantes peuvent ainsi contacter par téléphone les services publics qui sont répertoriés dans le cadre du dispositif ACCEO.

La convention ci-annexée, fixe les modalités applicables, à compter du 1^{er} janvier 2026, pour la mise à disposition du service d'accueil pour les personnes sourdes et malentendantes de la Métropole MTM au profit de la commune d'Ollioules.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République Numérique,

VU le décret n° 2017-875 du 9 mai 2017 relatif à l'accès des personnes handicapées aux services téléphoniques,

CONSIDERANT la nécessité de faciliter l'accès aux services téléphoniques pour tous les usagers et notamment des personnes en situation de handicap,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

- APPROUVE la convention ci-annexée relative à la mise à disposition gratuite du service d'accueil pour les personnes sourdes et malentendantes de la Métropole TPM.

- AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toute décision y afférent et à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**



CONVENTION DE PARTENARIAT
DÉPLOIEMENT DU DISPOSITIF ACCEO
Métropole Toulon Provence Méditerranée
Commune d'Ollioules

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par la **décision du Bureau métropolitain n°, en date du 8/12/2025**

Ci-après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée »

D'une part,

Et

La Commune d'Ollioules, ayant son siège **CS40108 83191 Ollioules cedex** représentée par **Robert Beneventi , maire de de la ville d'Ollioules** agissant par délibération en date du **24/11/2025**

Ci-après désignée « La commune d'Ollioules »

D'autre part,



Préalablement, il est exposé ce qui suit :

Depuis sa création, la Métropole Toulon Provence Méditerranée mène une politique proactive et transversale en matière d'inclusion afin d'offrir à chaque citoyen, à chaque habitant un cadre de vie de qualité. Le sujet de l'accessibilité constitue un enjeu majeur, en lien étroit avec les missions et les obligations de service public d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite poursuivre et renforcer cette dynamique dans le cadre d'une démarche globale d'amélioration de la relation à l'utilisateur. Aussi, depuis janvier 2024, elle a recours, via l'UGAP, à l'application ACCEO dans le cadre d'un abonnement annuel pour un montant 27 577,40 € TTC.

Le dispositif ACCEO, édité par la Société Delta Process, permet aux personnes sourdes, malentendantes, aphasiques ou non francophones de disposer via une application gratuite téléchargeable sur un smartphone ou un ordinateur, d'un accès direct à des services de transcription instantanée ou immédiate de la parole, d'interprétation en langage des signes (LSF) ou de visio-codage en Langue française Parlée complétée (LPC).

Grâce à l'intermédiaire de traducteurs ou interprètes spécialisés, les personnes sourdes ou malentendantes peuvent ainsi contacter par téléphone les services publics qui sont répertoriés dans le cadre du dispositif ACCEO.

Cette solution répond ainsi aux obligations réglementaires concernant l'accessibilité aux services des personnes sourdes ou malentendantes :

- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (Art.78).
- La loi n°2026-1321 du 7 octobre 2016 pour une République Numérique (Art. 105)
- Le décret n° 2017-875 du 9 mai 2017 relatif à l'accès des personnes handicapées aux services téléphoniques (Art.6)

La métropole anime une mission autour de l'inclusion/handicap/Accessibilité. Ainsi, l'application ACCEO répond également aux préconisations issues de :

- La Commission Intercommunale pour l'Accessibilité animée par la Métropole TPM.
- La Convention Territoriale Globale signée entre la Métropole et la CAF du Var le 26 avril 2023 (fiche action 16 : accueillir, accompagner, informer les publics en situation de handicap).

Dans le souci du respect des principes d'égalité et d'adaptabilité aux besoins des usagers sur l'ensemble du territoire métropolitain et afin de permettre à toutes les communes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de disposer d'un même outil performant et solidaire, la Métropole propose à ses communes membres volontaires la mise à disposition de cette application afin de permettre l'accessibilité à leurs services aux usagers sourds ou malentendants.

Les partenaires ont décidé d'opter pour le régime de la mise en commun de moyens prévus à l'article L5211-4-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lequel :

« Afin de permettre une mise en commun de moyens, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres selon des modalités prévues par un règlement de mise à disposition, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées antérieurement à l'établissement public de coopération intercommunale ».



Ceci exposé, il est décidé ce qui suit:-

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités du partenariat entre la Métropole TPM et la Commune d'Ollioules afin de doter ses services de l'application ACCEO, solution d'accueil téléphonique à destination des personnes sourdes, malentendantes et/ou aphasiques.
L'objectif étant de faciliter l'accès téléphonique et physique des usagers aux services publics.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 2.1 : La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à :

- Mettre à disposition gratuitement la solution ACCEO au profit des communes volontaires.
- Assurer le suivi technique de ACCEO en lien avec le prestataire.
- Assurer l'actualisation des données sur la base des informations transmises par les communes.
- En amont de la mise en œuvre de ACCEO, informer les communes et les CCAS des dates des séances de présentation de ACCEO et de sensibilisation au handicap auditif animées par le prestataire en direction de leurs agents.
- Elaborer un bilan annuel d'activité : celui-ci sera intégré dans le rapport annuel et présenté lors de la Commission Intercommunale pour l'accessibilité animée par la Métropole TPM.
- Informer le prestataire responsable de l'application ACCEO de l'extension de l'utilisation de l'application auprès des services des communes de la Métropole.
- Respecter les obligations du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Article 2.2 : La Ville signataire s'engage en outre à :

- Être responsable de la bonne utilisation des moyens mis à disposition.
- Destiner l'utilisation de l'application ACCEO exclusivement à des services directs.
- Transmettre à la Métropole Toulon Provence Méditerranée au moins une fois/an les éléments en vue de l'actualisation et de la mise à jour des données diffusées sur l'application ACCEO.
- Accepter les évolutions du système.
- Faire part à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de toutes observations susceptibles d'apporter un bénéfice dans la gestion et l'organisation de l'outil.
- Identifier un ou des référents communaux pour être l'interlocuteur de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
- Identifier les agents en vue de leur participation au séminaire de sensibilisation et au groupe de travail (1 à 2 fois par an) en lien avec ACCEO.
- Ne pas transmettre ou utiliser des éléments qui portent atteintes aux Libertés Publiques, au droit de propriété intellectuelle et/ ou aux droits des tiers.
- Promouvoir la solution ACCEO auprès des usagers et diffuser le lien de connexion sur son site Internet.



L'utilisation de l'outil ACCEO est placée sous la responsabilité des communes signataires pour ce qui les concerne : ACCEO est destiné uniquement aux services communaux et le cas échéant, aux CCAS au service de leurs usagers.
Il est précisé que les communes s'engagent à supporter les charges correspondant au coût d'acquisition de moyens matériels complémentaires éventuels non prévus par la présente convention (tablettes numériques, web cams...).

ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR - DURÉE

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties.
La durée de la convention est de 1 an.
Les prestations objets de la présente convention prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2026.
La présente convention pourra être reconduite tacitement pour une nouvelle période de 1 an renouvelable 3 fois. A l'issue des 3 ans, le renouvellement sera soumis à la signature d'une nouvelle convention par les parties.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La Métropole mettra à disposition le dispositif gratuitement dans la mesure où le tarif pour son acquisition et pour ses besoins, est forfaitaire et n'entraîne pas de dépenses supplémentaires du fait de cette mise à disposition.

ARTICLE 5 : SUIVI-EVALUATION

En lien avec les communes, la Métropole TPM assure le suivi de la déclinaison de l'application ACCEO.
Les modalités techniques du suivi et d'évaluation seront définies conjointement lors des groupes de travail.

ARTICLE 6 : RÉSILIATION

Les Communes peuvent résilier la présente convention, par courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception à la Métropole en respectant un préavis de deux mois au moins avant chaque date d'échéance.
Le délai pourra être réduit pour tout motif d'intérêt général.

Si la Métropole résiliait la convention pour tout motif d'intérêt général et mettait un terme à l'abonnement leur permettant de bénéficier du dispositif, elle en aviserait les communes signataires 6 mois avant l'échéance annuelle afin de leur permettre d'aménager de nouvelles solutions au bénéfice de leurs usagers.

ARTICLE 7 : LITIGES

Les litiges relatifs à l'interprétation de la présente convention donneront lieu à une phase préalable de conciliation organisée entre les parties.

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.



ARTICLE 8 : AVENANTS

Toutes modifications éventuelles ou adaptations des modalités d'exécution de la présente convention devront faire l'objet d'avenants.

À Toulon, le

À Ollioules , le

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président, Jean-Pierre GIRAN	Pour la Commune d'Ollioules Le Maire, Robert BENEVENTI
--	--